

*Initiatives ministérielles*

des Nations Unies pour demander qu'on nomme un représentant spécial chargé de surveiller les opérations de secours.

Le secrétaire général Perez de Cuellar a alors nommé le prince Sadrudin Agha Khan. Les dernières nouvelles indiquent que la situation s'est nettement améliorée dans les camps et que les opérations de transport aérien ont commencé à se dérouler de façon bien plus ordonnée.

En fait, dès le début d'octobre, plus de 300 000 personnes avaient été rapatriées grâce aux efforts coordonnés de l'ONU et aux interventions bilatérales du Pakistan, de l'Égypte et d'autres.

Mais, monsieur le Président, il reste encore des milliers de travailleurs étrangers en Irak et au Koweït et, bien sûr, la situation demeure explosive. De nouvelles vagues de réfugiés fuyant l'Irak et le Koweït continuent à se presser aux frontières.

Le Canada est prêt à poursuivre son aide. Le 14 septembre, le premier ministre a annoncé l'affectation d'un montant supplémentaire de 75 millions de dollars d'aide humanitaire et économique aux personnes directement touchées par la crise. Cette somme servira en partie à nolisier des avions canadiens qui ramèneront les personnes déplacées dans leurs pays d'origine, comme le Bangladesh, les Philippines, le Pakistan, le Sri Lanka, l'Inde et la République arabe d'Égypte.

En fait, le 28 septembre, le Canada a fait diligence pour mettre rapidement 4 millions de dollars supplémentaires à la disposition de l'Organisation internationale pour les migrations pour fins d'évacuation aérienne. Cette somme s'ajoutait au million de dollars déjà versé à cette organisation au début de la crise. Les dirigeants de l'OIM ont signé un contrat, à ce moment-là, avec un transporteur aérien canadien pour effectuer le pont aérien.

Maintenant, une autre partie des 75 millions servira à répondre aux besoins de base des personnes déplacées dans les camps d'évacuation, soit pour de l'eau, de la nourriture, des abris, des soins médicaux. Et une autre partie, enfin, sera utilisée pour aider ces personnes à se réinstaller dans leur pays d'origine.

Dans les pays les moins à même de faire face au gros afflux de rapatriés, il faudra accorder une aide pour construire de nouveaux logements, appuyer des programmes d'éducation et réintégrer les rapatriés au marché du travail.

Je peux vous assurer que le sort des personnes déplacées constitue notre préoccupation la plus pressante.

Mes représentants mènent actuellement des discussions avec les missions canadiennes dans la région et dans les pays touchés par la crise, avec les organisations internationales sur place et les gouvernements des pays en cause, pour mettre la dernière main au programme d'aide du Canada à ces personnes.

Les organismes de secours internationaux et les organisations non gouvernementales joueront également un rôle essentiel pour canaliser notre aide.

[Traduction]

Le Canada offrira en outre une aide financière aux pays les plus gravement touchés par le contre-coup de la crise et des sanctions, notamment la Jordanie, l'Égypte et la Turquie.

En Jordanie, on prévoit une baisse de 30 p. 100 du PNB à cause du déficit commercial, de la majoration du prix du pétrole et de la perte des revenus des Jordaniens qui travaillaient autrefois en Irak et au Koweït.

L'Égypte et la Turquie aussi subiront de lourdes pertes, surtout que la capacité de leur économie de récupérer de chocs extérieurs pareils est limitée. J'ai demandé à mes représentants de me présenter une analyse détaillée des meilleurs moyens à prendre pour répondre aux besoins de ces pays et de leurs habitants. Nous sommes en pourparlers avec d'autres donateurs éventuels et avec les pays touchés.

Nous ferons en sorte que l'aide canadienne supplémentaire serve à soulager les personnes éprouvées, à amortir le choc économique et à contribuer au soutien du processus de développement.

À l'échelle de la planète, l'interdépendance des pays s'accroît sans cesse. Tant et si bien que des pays éloignés du centre de la crise du Golfe en ressentiront aussi les effets.

Un certain nombre de pays d'Europe de l'Est ont amorcé une réforme politique et économique radicale, mais encore fragile. Leur capacité d'opérer les rajustements nécessaires pour instaurer une économie de marché est entravée par la majoration du prix du pétrole. De plus, le fait qu'ils doivent dorénavant payer en monnaie forte n'arrange rien.

Les pays en développement seront aussi touchés. Je tiens donc compte des conséquences à long terme de la crise du Golfe dans notre programme global d'aide. L'avenir de bon nombre de pays en développement ne s'annonce pas rose, mais il faudra voir quels seront les prix du pétrole à long terme.